



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Coupe budgétaire sans précédent pour l'enseignement français à l'étranger

L'AEFE, agence chargée de scolariser à l'étranger près de 350 000 élèves dont plus d'un tiers de Français, a subi cet été une coupe budgétaire sans précédent de 33 M€, soit près de 10% de son budget.

Cela contraint l'AEFE à prévoir des suppressions massives de postes d'enseignants détachés pour les trois prochaines années. Pour cette rentrée 2018, 80 postes d'expatriés et 100 postes de résidents seront supprimés et au moins autant pour chacune des années suivantes.

Pour compenser cette perte, aucune subvention ne sera versée aux établissements en 2018 et la participation financière des établissements en gestion directe et conventionnés subira une forte augmentation: elle passera de 6 à 9% des frais de scolarité en 2018 puis à 7,5% en 2019.

Les familles auront du mal à supporter de nouvelles hausses des écolages, les personnels titulaires seront précarisés et le risque est grand de voir de nombreux établissements prendre leur autonomie suite à des déconventionnements. C'est donc clairement la privatisation du réseau qui est en marche.

Le gouvernement et le Président vantent la diplomatie d'influence culturelle (le « soft power ») et mettent en avant « l'excellence » de l'enseignement français, mais de telles décisions menacent à court terme les personnels et les familles et à moyen terme le fonctionnement des établissements et l'avenir du réseau. Ce rayonnement culturel français à l'étranger est pourtant essentiel et demanderait au contraire à être renforcé pour favoriser la mobilité internationale.

Pour le SNUipp Hors de France, l'heure n'est pas à renoncer au système éducatif français à l'étranger qui constitue une chance de faire exister la France à l'international. Il demande donc de revenir sur ce désengagement de l'État annonceur de privatisation. Seul un financement à la hauteur des enjeux permettra au réseau scolaire français, ainsi qu'à l'ensemble des services publics à l'étranger, de prendre toute leur place.

Paris, le 3 novembre 2017